
Repenser le Canada pour le XXI^e siècle

par le sénateur Donald H. Oliver

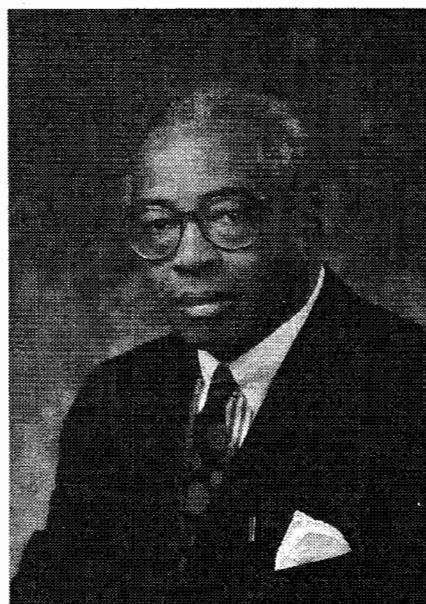
Dans le présent article, nous faisons valoir que pour être de vrais Canadiens au XXI^e, nous devons trouver une nouvelle tolérance en nous-mêmes. Nous devons lutter contre un besoin ou un désir latent d'être raciste. Les politiciens fédéraux qui sont responsables de l'immigration et de la politique multiculturelle doivent se demander maintenant comment s'y prendre pour faire passer une collectivité de Canadiens différends du point de vue physique de la reconnaissance mutuelle d'une relation commune à quelque chose que l'on appelle « nation ».

Pour que le Canada survive en tant que pays uni, une opération radicale est requise dans deux grands secteurs de la politique d'intérêt public – l'immigration et le multiculturalisme. Il faudra également repenser du tout au tout notre identité et ce que nous sommes devenus.

Les Canadiens doivent trouver le courage de réévaluer la notion même de ce que c'est que d'être Canadien, le tissu même de notre identité – nos symboles, nos valeurs, notre patrimoine. Nous devons abandonner les traditions établies de la culture dominante blanche, anglo-française. Nous devons accepter une identité qui comprenne la « différence » – une identité qui soit fluide, changeante, fluctuante qui reflète la vie de tous les Canadiens, et non seulement celle de la majorité blanche.

La mobilité est une réalité incontournable pour tous les Canadiens. Nous nous déplaçons pour des emplois, de meilleures écoles, de meilleures collectivités. Nombre de nos enfants se déplacent entre deux domiciles ou plus. Le Canada est un pays fondé par des immigrants, d'origine européenne surtout au début, puis de tous les coins de la planète. Nous partageons tous une tradition faite de courage et d'espoir et un avenir commun. L'histoire du Canada est la somme de nos histoires individuelles. Certaines de celles-ci remontent à plus de 100 ans, d'autres, à un jour seulement.

L'un de nos problèmes, c'est que nous hésitons à renoncer à notre patrimoine européen franco-britannique. Cet attachement tenace aux traditions européennes se reflète dans l'évolution de notre politique d'immigration. Dans les années 30, les immigrants non britanniques, y compris les juifs fuyant l'Allemagne nazie, se sont vu refuser l'entrée au Canada sous prétexte qu'ils altéreraient le caractère essentiellement britannique du pays. Cette opinion était partagée par le Premier ministre Mackenzie King, qui a dit : « Nous devons toujours



L'hon. Donald H. Oliver

Donald H. Oliver fut nommé au Sénat en 1990. Le présent article est une version révisée d'une communication présentée lors de la 67^e Couchiching Conference qui avait lieu en août 1998 à Orillia, Ontario.

nous souvenir que le Canada est un pays de l'homme blanc. » Après la guerre, on a assisté à une mutation des politiques d'immigration du Canada, qui s'est traduite par l'arrivée d'une nouvelle génération d'immigrants. Le Canada continue de se transformer sur le plan démographique en étant composé d'une population plus multi-ethnique et mobile.

Selon Statistique Canada, le Canada comptait quelque 3,2 millions de membres de minorités visibles en 1996. Un membre de ces minorités visibles sur trois était né au Canada. De même, 18,3 millions de personnes (64 p. 100) ont déclaré avoir une origine ethnique, et 10,2 millions (36 p. 100), plus d'une. Ces proportions vont en s'accroissant. D'après un sondage récent, les minorités visibles formeraient la majorité de la population du Toronto métropolitain peu de temps après le tournant du siècle.

Cependant, le changement n'a pas été facile. En fait, la société EKOS Research a réalisé un sondage en 1993-1994 pour le gouvernement fédéral. Elle a constaté, comme le rapporte le *Globe and Mail*, que « quatre Canadiens sur dix pensent qu'il y a trop de membres de minorités visibles au Canada, faisant de la discrimination contre les Arabes, les Noirs et les asiatiques. La ville de Toronto, qui, à l'époque, comprenait une population d'immigrants de 38 p. 100, a été qualifiée de plus intolérante. En effet, 37 p. 100 des enquêtés ont dit qu'il y avait trop d'immigrants, une hausse de 21 p. 100 par rapport à un sondage réalisé tout juste deux ans plus tôt ».

Les minorités visibles de la ville croissent si rapidement que si les problèmes qu'ils éprouvent ne sont pas réglés, les tensions avec la population blanche risquent de s'aggraver. Certes, la ville déploie actuellement des efforts pour aider sa population d'origines ethniques diverses, mais elle doit faire davantage pour satisfaire les besoins particuliers de la population non blanche, qui deviendra majoritaire dans quelque 18 mois. Dans l'étude intitulée *Together We Are One*, on prédit que les minorités visibles composeront 54 p. 100 de la population de Toronto en l'an 2000. Ils représentent maintenant 48 p. 100 de la population.

Le Canada est-il prêt pour la réalité d'une société multiraciale contrôlée par les non-Blancs? Si nous ne réglons pas cette question, nous serons témoins de troubles sociaux massifs dans les grandes villes canadiennes.

Certains membres du conseil municipal de Toronto sont d'avis que la transformation démographique de la ville provoquera du ressentiment et de la colère chez certaines personnes. C'est un choc pour certaines personnes, notamment au sein de la génération plus âgée, que de regarder autour d'eux et de ne plus se reconnaître. Par ailleurs, les immigrants sont

aux prises avec la pauvreté, un faible niveau d'instruction et le chômage. Si cette situation, de même que les activités haineuses, les pratiques discriminatoires et les attitudes teintées de préjugés qui empoisonnent notre ville ne sont pas réglés, l'insatisfaction ne fera que croître. Même s'ils sont presque majoritaires, les non-Blancs sont sous-représentés dans les postes d'influence ainsi que dans les organismes chargés des questions et des politiques qui les intéressent. On lit dans le rapport : « Il n'y a pas de secteur de la politique d'intérêt public ou des services publics qui ne soit lié à la diversité ethnique croissante de la municipalité. »

L'immigrant, notamment s'il fait partie d'une minorité visible, a toujours été une victime du racisme au Canada. Pour certains, les immigrants sont détestés pour leur joie de vivre excessive, leurs étranges coutumes exotiques, leurs familles nombreuses, leur paresse, leur promiscuité. Nous les accusons de fainéantise, d'être des buveurs de bière ou des drogués, de nous voler nos femmes et de corrompre nos enfants. Mais, paradoxalement, dans notre discours raciste, nous affirmons également détester les immigrants pour leur capacité de travail « qui n'est pas naturelle » ou le fait qu'ils soient prêts, semble-t-il, à « travailler pour rien » ou pour ne « donner du travail qu'aux leurs », nous volant ainsi des emplois. On voit que l'immigrant d'une minorité visible qui réussit est placé sur le même pied que celui qui est paresseux. Les principes de notre politique d'immigration sont donc clairement erronés. Le racisme envers les minorités visibles reflète en partie une faiblesse personnelle chez les Canadiens, mais il a une origine plus globale – le multiculturalisme.

Le multiculturalisme au Canada est une politique d'intérêt public qui vise à concilier unité et diversité. Il a fait l'objet de critiques comme étant idéologique, paternaliste et improductif. Des opposants à cette politique comme Reginald Bibby, Augie Ferlas et Peter Li sont d'avis qu'il masque et perpétue les inégalités structurelles, qu'il marginalise les membres des minorités dites ethniques en les rangeant dans des catégories tout en reconnaissant pour la forme la contribution des minorités à l'ensemble de la société et, qu'en soulignant les différences qui divisent, il nuit au développement d'une identification collective et de la solidarité sociale qu'il prétend promouvoir.

Le multiculturalisme se fonde sur « l'égalité » et « diversité » et présume que les identités ethno-culturelles formant la mosaïque sont des éléments discrets caractérisés par des intérêts reconstitués et apparents qui peuvent et devraient être maintenus et rendus égaux par l'intervention de l'État. Quand des coutumes multiculturelles entrent en conflit apparent avec les lois et coutumes canadiennes, cela alimente des organisations et des individus comme le Heritage Front et Ernst Zundel.

Les Canadiens hésitent à soumettre la politique multiculturelle à un examen critique. Cette politique considère les anglophones et les francophones comme les peuples

fondateurs du Canada en soulignant poliment au passage l'apport des autochtones. Les autres viennent représenter le caractère multi-ethnique du Canada. J'estime que ces principes nécessitent de toute urgence un réexamen, car, dans les faits, les Blancs francophones et anglophones sont de vrais Canadiens et, comme Walcott l'a écrit :

La politique multiculturelle considère, textuellement, comme Canadiens ceux qui ne sont ni francophones ni anglophones, mais en même temps elle continue de souligner que ces peuples viennent d'ailleurs et, partant, qu'ils restent en marge de l'État-nation.¹

Nous ne pouvons avoir un Canada uni en l'an 200 avec deux classes de Canadiens.

Cependant, au Canada et aux États-Unis, comme dans tous les autres pays dont le système politique se fonde sur la primauté du droit, de graves problèmes liés aux orientations publiques sont survenus à cause des éléments culturellement relativistes de la doctrine du multiculturalisme. Les lois ont pour fonction d'encadrer le comportement humain dans la société, mais elles constituent aussi une codification des valeurs culturelles. Comment un pays peut-il se proclamer lui-même multiculturel quand l'existence même de certaines lois sanctifie implicitement un paradigme culturel à l'exclusion de tous les autres?

Dans la même veine, les exemples les plus évidents sont les lois qui criminalisent des actes consensuels qui ne font pas de

victimes. Dans certaines parties de l'Amérique du Nord ou dans leur totalité, entre autres choses, il est illégal de pratiquer l'aide au suicide, de fumer de la marijuana, de pratiquer la polygamie, d'avoir une relation sexuelle avec une personne consentante, mais non majeure, et de faire de la sollicitation pour de la prostitution. La « présomption » culturellement relativiste voulant que le système de valeurs sur lequel se fondent ces proscriptions ne soit pas meilleure ni pire que des systèmes de rechange n'est pas une idée utile dans une société où les lois sont universellement appliquées à tous les citoyens.²

Au sujet d'un système politique multiculturel, Charles Taylor a écrit : « La politique de la différence redéfinit la non-discrimination comme exigeant que l'on fasse de la différence entre les groupes la base d'un traitement différentiel. » Bien qu'il soit possible d'établir un étrange système politique libéral dans le cadre duquel des lois différentes s'appliqueraient à ces différents citoyens, pareil système se rebellerait énergiquement contre l'idéal démocratique que la plupart d'entre nous s'imaginent.

Notes

1. Rinald Walcott, *Black Like Who?* Toronto, Insomniac Press, 1997.
2. Johnathan Kay, *Explaining the Modern Backlash Against Multiculturalism*, *Policy Options*, May 1998 19:30.